

PAGES DE GAUCHE

NUMÉRO 5, OCTOBRE 2002

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES

Passons à l'offensive

Il y a cinq ans, le Parti socialiste suisse (PSS) soutenait la libéralisation des télécommunications. Il y a deux ans, la majorité du groupe socialiste aux Chambres fédérales a voté la Loi sur le marché de l'électricité. Le 22 septembre passé, cette même loi a été renvoyée à son expéditeur. Les temps ont changé. Les militant-e-s socialistes se sont prononcé-e-s pour le service public et contre le marché. Résultat : le PSS, malgré l'agitation de son aile sociale-libérale, peut fêter une victoire historique. C'est en effet la première fois qu'une population a pu s'exprimer sur l'introduction de l'anarchie capitaliste dans un secteur encore public.

Cet important succès nous engage. Dans l'immédiat, face à l'échec des assureurs privés, il nous faut revendiquer le contrôle étatique de ce secteur, l'élimination de la concurrence dans le domaine de la santé et la mise sur pied de retraites populaires par la fusion de l'AVS et du deuxième pilier. Face au cynisme de la droite économique, il nous faut exiger un renforcement des droits des salarié-e-s contre les licenciements et de leurs droits au sein des entreprises. La lutte pour un service public démocratique, qu'il s'agit de continuer et d'élargir, n'est qu'un premier pas.

Le Parti socialiste est fort quand il incarne une alternative. Il est convaincant quand il défend les salarié-e-s. Nous progressons quand notre combat pour le socialisme démocratique passe par une pratique qui vise à faire reculer le capitalisme.

Réd.

Prix au numéro : 4.50 CHF, abonnement annuel : 29.00 CHF



Willi Trapp, 1943

Soutenir Pages de gauche

Nous avons besoin de votre aide pour approfondir notre succès.

Vous tenez le cinquième numéro de PAGES DE GAUCHE entre vos mains. A ce jour, ce sont plus de 750 personnes qui nous ont soutenu-e-s en contractant un abonnement. L'objectif d'atteindre le chiffre de 1'000 abonnés au moins après une année est donc en voie de se réaliser. Cet objectif nous est imposé par La Poste. Nous bénéficions effectivement pendant la première année de parution d'un tarif d'envoi préférentiel de 16 centimes par numéro. Pour conserver ce tarif, il est nécessaire de parvenir à 1'000 abonnés au moins après une année – faute de quoi c'est le tarif du courrier B (60 centimes par numéro) qui s'appliquera ! Sur la base de nos 750 abonnés actuels et d'une parution 11 fois par an, une telle augmentation conduirait à une charge annuelle supplémentaire de 4'500 francs, soit 15 % de notre budget !

Nous avons donc besoin de vous pour que cette somme ne soit pas perdue dans les frais d'envoi, mais plutôt consacrée au développement du journal. Vous pouvez nous soutenir en vous abonnant à PAGES DE GAUCHE si ce n'est pas encore fait (merci à ceux qui nous soutiennent déjà). Le tarif de lancement de 29.- pour 11 numéros en fait une publication abordable

pour tous. Vous pouvez aussi nous soutenir en diffusant PAGES DE GAUCHE autour de vous et en convainquant vos connaissances de s'y abonner. N'hésitez pas à prendre contact avec nous : la rédaction se tient à votre disposition pour vous fournir des exemplaires supplémentaires ou un soutien logistique relatif à la distribution du journal.

Rappelons que, depuis le mois de mai 2002, PAGES DE GAUCHE se veut un pont entre les différents mouvements qui tirent tous à la corde d'un monde plus juste : partis politiques, syndicats, organisations non gouvernementales et mouvements sociaux. A l'heure où la gauche retrouve ses forces et fait entendre sa voix avec vigueur, PAGES DE GAUCHE lui sert d'instrument de diffusion de ses idées. Face à la puissance des grandes maisons d'édition, nous opposons l'engagement de la gauche et des personnes qui la composent. Ensemble, nous pouvons faire progresser nos idées. La votation sur la LME en est un exemple. Merci de nous soutenir.

La rédaction

P.-S. A nos abonné-e-s qui reçoivent ce numéro à double: merci de distribuer le deuxième exemplaire !

Sommaire

Passer à l'offensive	p. 1
Soutenir Pages de gauche	p. 2
Vers un syndicalisme de combat	p. 3
Quelques fondements de notre engagement	p. 4
Dossier: Quelles perspectives pour les socialistes en Suisse ?	pp. 5-12
Ouvrières, ouvriers, où êtes-vous ?	pp. 13-14
Anton Menth, de Tornos à La Poste	p. 15
La dernière, agenda	p. 16

Pages de gauche Mensuel d'opinions socialistes.
Case postale 3567, 1002 Lausanne.
Abonnement annuel de lancement: 29 francs.
Abonnement de soutien: 100 francs.
Contact par courrier ou à info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Les illustrations du numéro



Les affiches reproduites dans ce numéro de PAGES DE GAUCHE sont tirées de deux ouvrages:

- **Solidarité, débats, mouvements** - Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988, publié par le Parti socialiste suisse, Editions d'en bas, Lausanne, 1988.
- **«Für das Volk - Gegen das Kapital»** - Affiches du mouvement ouvrier suisse de 1919 à 1973, Verlagsgenossenschaft, Zürich, 1973.

Ce sont d'anciennes affiches datant de la première moitié du XX^e siècle, alors que l'idée du suffrage féminin peinait à se faire entendre. Dès lors ces affiches ne s'adressaient qu'aux hommes, seuls à jouir du droit de vote. On y voit représenté le «mâle» fort et musclé, unique sexe alors considéré pour construire la société. Gageons que la formation politique qui oserait de nos jours une telle affiche machiste serait montrée du doigt, perdrait irrémédiablement tout son crédit et tous ses électrices et électeurs.

Rédaction et secrétariat:

Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Anouk Henry, Carole-Anne Kast, Oran McKenzie, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Julie Poget, Florian Ruf, Christian Vullioud.

Comité:

Cesla Amarelle, Arnaud Bouverat, Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Julien Dubouchet, Dan Gallin, Valérie Garbani, Grégoire Junod, Kevin Luximon, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Stéphane Montangero, Solange Peters, Gilles Pierrehumbert, Stéphane Rossini, Géraldine Savary, Gianni Schneider, Nelson Serathiuk, Claude Vaucher, Alberto Velasco.

Imprimeur:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

Vers un syndicalisme de combat

Le SIB et la FTMH unissent leurs destinées. Pour le meilleur ou pour le pire ?

Colère chez les travailleurs du bâtiment. La Société suisse des entrepreneurs, l'association patronale, revient sur sa promesse d'introduire, dans ce secteur, la retraite à soixante ans. Le Syndicat de l'industrie et du bâtiment (SIB) organise dès vendredi manifestations et mouvements de grève. Et Vasco Pedrina, président du SIB, lance un appel : la solidarité que les membres de la FTMH témoigneront à leurs collègues du bâtiment sera un signal fort de la force du futur syndicat interprofessionnel.

Voilà donc qui est nouveau. Un secteur professionnel revendique l'amélioration de ses conditions de travail ; il engage la bataille au niveau national et tous les travailleurs du secteur privé sont appelés à se mobiliser à ses côtés. C'est bien l'objectif du nouveau syndicat interprofessionnel : représenter un nouveau contre-pouvoir à la politique néolibérale, améliorer le rapport de force entre employeurs et employés. Est-ce réaliste ?

Plus de solidarité dans les entreprises

Certains pensent que non. Dans le journal SolidaritéS, Jean-Michel Dolivo considère le nouveau syndicat comme le mariage d'un «borgne» – le SIB, qui garde quand même un œil ouvert – et d'un «aveugle» – la FTMH, pour qui le handicap est incurable. Il craint une bureaucratisation plus grande au détriment du travail de proximité dans les entreprises. Cette position est minoritaire. Les deux Congrès SIB et FTMH du 7 septembre dernier ont confirmé, quasi à l'unanimité, la volonté des membres des deux syndicats de rassembler leurs forces. Et choisi clairement une orientation combative.

Ainsi la paix du travail est relativisée. Pour les membres de la FTMH, le pas est important. Il rompt avec la traditionnelle culture du consensus de ce syndicat qui suscitait méfiance et critiques de la part du SIB. D'autre part, les directions des deux fédérations affichent clairement l'ambition d'engager des luttes communes au niveau national. Ainsi des revendications concernant la

hausse des salaires, la réduction du temps de travail ou la défense des prestations sociales pourront désormais être défendues par l'ensemble des salariés du secteur privé. Plus concrètement, dans les entreprises, un syndicat interprofessionnel pourra intervenir avec plus de force.

Ainsi un travailleur de chez Sapal, président de la commission d'entreprise, soutient le projet pour ces raisons-là. Quand les travailleurs se sont battus, avec succès, contre la fermeture de leur entreprise, ils ont reçu des signes d'encouragement des autres syndicats. Mais c'est la FTMH seule qui a mené la bataille aux côtés des travailleurs. Avec un syndicat interprofessionnel, ce sont tous les salariés du secteur privé qui seraient dès lors mobilisés. Sur un chantier, plutôt que d'avoir des syndiqués membres de la FTMH et d'autres du SIB, suivant la branche à laquelle ils appartiennent, il y aurait un seul interlocuteur syndical pour l'ensemble des travailleurs, donc, logiquement, une plus grande solidarité, une plus forte combativité, une meilleure efficacité.

Eviter l'écueil des nouveaux corporatismes

Si les principes qui sous-tendent la création du futur syndicat interprofessionnel assurent sans aucun doute un renforcement de l'action syndicale, l'architecture est encore floue. L'organisation proposée par les deux directions prévoit la création de quatre secteurs : le gros œuvre de la construction, l'industrie, les arts et métiers et les services. Autonomes juridiquement, ils seront composés des branches professionnelles. Sans parler encore de l'existence des régions, elles-mêmes découpées en sections. Bref, tout ça ressemble fort à un de ces organigrammes compliqués que seuls comprennent ceux qui les ont créés. En outre, la création de quatre secteurs autonomes juridiquement implique un cloisonnement des secteurs, qui disposeront chacun de leur trésor de guerre. Ainsi les secteurs à forte syndicalisation et où les

travailleurs ont des salaires corrects auront des moyens financiers supérieurs à ceux qui peinent à recruter des membres. Le syndicat interprofessionnel entend développer le secteur des services qui aura l'énorme mission de s'implanter dans des déserts syndicaux. Qu'il lui en donne alors les moyens ! Inutile de réunir les forces si parallèlement on crée de nouvelles barrières... Sur ce point, l'opposition des délégués du SIB et de la FTMH lors des deux Congrès était suffisamment manifeste pour espérer que les directions reviennent sur la question. Elles ont deux ans pour affiner le projet. Reste ensuite à relever le principal défi : renforcer le pouvoir des salariés de ce pays en alliant syndicalisme de proximité et mobilisation nationale.

Géraldine Savary



Lors des élections fédérales de 1935, le PSS s'engage en faveur de son Plan du Travail, conçu dans l'objectif de sortir le pays de la crise à travers l'intervention systématique de l'Etat dans l'économie.

Quelques fondements de notre engagement

C'est par le biais d'une action militante que nous pourrons faire avancer nos idéaux : solidarité et justice sociale.

L'action de la gauche est ancrée sur les notions de solidarité, de répartition des richesses, de justice sociale, de réduction des inégalités et du service public. Autant de valeurs qui sous-tendent une vision politique prospective, n'en déplaise à la droite dogmatique. De profondes mutations sociétales nous imposent d'affiner les outils favorisant l'émergence d'une pensée commune, sans laquelle toute stratégie politique serait illusoire. C'est de ce contexte qu'émergent les quelques fondements présentés – ou rappelés – ici.

Vision d'ensemble

Face à la multiplicité des phénomènes sociaux, notre stratégie politique privilégiera la vision d'ensemble et l'interdisciplinarité. Espérance de vie, natalité, vieillissement, transformations de la cellule familiale, mouvements migratoires ou relations intergénérationnelles et interculturelles ont des répercussions sur toutes les politiques publiques : éducation, formation, santé, prévoyance sociale, travail,

intégration, etc. L'imbrication de ces phénomènes stimulera une vision politique fondée sur la transversalité. Il est donc désormais nécessaire de décloisonner la pratique politique. Pensons à notre manière d'envisager les relations entre les niveaux institutionnels ou le traitement des différents objets. En favorisant une vision globale, on réduira la marge de manœuvre des défenseurs d'intérêts particuliers. Les contradictions des uns... ou la cohérence des autres seront objectivées.

Transformations économiques

L'accélération des transformations des modes de production va se poursuivre. Progrès technologiques et innovations impliquent de nouvelles relations entre personnes et travail, mais aussi entre travail et société. Incontestablement, si les conditions de travail changent dans leur nature, elles demeurent parfois précaires, souvent difficiles à supporter. L'égalité des chances et l'allocation de moyens adéquats en faveur de la formation ou de la formation continue sont impératives. La qualité de vie sera un critère déterminant pour donner sens aux contraintes de la flexibilisation.

Exclusions et intégration

La solidarité et la réduction des injustices et des inégalités relèvent de la lutte contre les exclusions par l'intégration. Outre la pauvreté, l'éducation et la formation (dont continue), l'information, la santé, la politique sociale, l'emploi ou la fiscalité et le développement économique produisent toujours plus d'exclusion. La société à «deux vitesses» (qui en comporte au moins trois !) est un danger réel. Les politiques publiques devront s'apprécier en termes de potentiels intégrateurs.

Individualisme

La solidarité se voit opposée à l'individualisme et l'éloge de la responsabilité individuelle génère un rejet de l'Etat. Les assurances sociales, la répartition des ressources et l'accès aux services publics sont directement visés. A l'heure où la pauvreté se vit cachée et dans l'humiliation de l'échec, notre stratégie s'inscrit en rupture avec les valeurs qui portent atteinte à la cohésion sociale.

Actions citoyennes et démocratiques

La société prônée par les partis bourgeois est celle d'une frange de nantis, susceptibles d'assumer les effets de leurs orientations par l'école privée, les assurances complémentaires, la concurrence fiscale ou la propriété du logement. Autant de chances pour eux... mais de fossés dangereux qui lézardent la société.

L'action militante s'oppose dès lors à l'écrasement d'une majorité de la population par des autorités non représentatives. En rapprochant la population du processus de décision, en favorisant l'expression de toutes les catégories sociales, nous contribuerons à revaloriser l'action démocratique et à soutenir la cohésion sociale. Deux dimensions sont en fin de compte à privilégier impérativement : fonder l'action sur des concepts et des valeurs; créer du lien entre population et autorités. C'est qu'en l'état des rapports de force, seule la démocratie directe, la voix du Peuple, est susceptible de mettre un terme à l'arrogance de la droite élitaires de nos Parlements.

Stéphane Rossini
conseiller national



DOSSIER QUELLES PERSPECTIVES POUR LES SOCIALISTES EN SUISSE ?

La social-démocratie vit une période cruciale. La variété des analyses et des stratégies des différents partis socialistes face aux mutations récentes du capitalisme contribue à brouiller le discours du mouvement politique auquel nous appartenons, qui a lutté pour la justice sociale durant plus d'un siècle. Convaincu de la nécessité du socialisme démocratique, PAGES DE GAUCHE a choisi de consacrer son dossier aux perspectives qui s'offrent aux socialistes en Suisse. Après avoir brièvement retracé l'histoire du socialisme en Suisse, nous avons choisi de traiter trois aspects fondamentaux : la problématique de la participation des socialistes au Conseil fédéral, le dépassement de la démocratie politique et institutionnelle, ainsi que l'impératif de notre engagement internationaliste.



«Les représentants de la classe ouvrière à l'Assemblée fédérale 1911/1914.»

Participation oui, soumission non

Le mouvement socialiste oscille toujours entre deux aspirations : la volonté de défendre un idéal social et la nécessité d'obtenir des progrès concrets dont peuvent profiter les travailleurs et les plus démunis d'aujourd'hui. La croissance et les avancées technologiques qui suivirent immédiatement la fin de la Seconde Guerre mondiale, confortèrent les pragmatiques dans la conviction que chacun pourrait trouver son compte en aménageant en douceur l'économie de marché.

Mais le capital accumulé – pour reprendre le terme d'Hannah Arendt – trouvant de plus en plus difficilement des territoires à investir, devait se retourner vers ce que l'on avait soustrait à sa voracité : les services publics, l'économie socialisée. Et d'exiger par ailleurs des rendements de

plus en plus fous au monde productif. Les crises économiques et la précarisation sociale n'y changeront rien. La modernité, c'est le libéralisme à courte vue du trader.

L'individualisme des enfants de la croissance et de Mai 68 fut un terreau fertile pour ce «modernisme» qui ne se soucie guère d'être un progrès, du moment qu'il est moderne. Le socialisme devenait soluble dans le capitalisme. On ne distinguait plus vraiment entre pouvoir d'achat et démocratie. Les stratégies politiques devenaient des études de marché. En terme de suffrages, dans quel groupe social avons-nous le plus grand potentiel de croissance ?

Comme la paix du travail est devenue une condition préalable aux rapports salariés-employeurs, la collégialité centre-droite

est devenue la condition nécessaire à la participation des socialistes au Conseil fédéral. Il n'avait pas échappé à certains socialistes, qui proposèrent Christoph Blocher pour repourvoir la dernière vacance UDC, que la meilleure façon de neutraliser une opposition était de l'inscrire au club des sept. Malheureusement, ils n'en tirèrent pas les conséquences pour le Parti socialiste lui-même. Il est devenu naturel que ses représentants au gouvernement défendent la position opposée à la sienne.

Fort de sa victoire inespérée contre la Loi sur le Marché de l'Electricité, le Parti socialiste doit avoir le courage, avant de savoir qui le représentera au Conseil fédéral, de poser les conditions de sa participation !

Philippe Mivelaz

D'où nous venons

Pour comprendre le Parti socialiste suisse d'aujourd'hui, il est indispensable de posséder quelques repères quant à son histoire. Bref survol introductif.

En 1888, après plusieurs tentatives avortées, est fondé le Parti socialiste suisse (PSS). La trajectoire de ce dernier peut être divisée en cinq grandes étapes. Une évolution qui doit être mise en lien avec la combativité des syndicats et la croissante pratique de l'exercice du pouvoir (cf. pp. 8-9). Nous reviendrons dans des numéros ultérieurs de PAGES DE GAUCHE sur différents aspects évoqués ci-dessous.

Démocratiser la société (1888-1904)

Pendant les années qui suivent sa fondation, le PSS inscrit sa politique dans une perspective de démocratisation de la société. Au niveau économique, l'étatisation successive du commerce, des réseaux de transport, de l'industrie, de l'artisanat et de l'agriculture est considérée comme conséquence logique d'un développement qui voit émerger un capitalisme de plus en plus monopolistique. Rejetant la lutte des classes comme anti-

démocratique, les pères fondateurs se prononcent en faveur du renforcement de l'Etat central et demandent l'élargissement des droits populaires (élection du Conseil fédéral par le peuple, introduction de la proportionnelle). Or, ce «démocratie» est de plus en plus remis en question par les tenants d'un discours d'inspiration marxiste.

Combattre la bourgeoisie (1904-1920) ?

Au boom économique de la deuxième révolution industrielle (avènement de l'électricité, de l'industrie chimique) correspond un durcissement des luttes entre capital et travail. Comme ailleurs dans le monde, les grèves se multiplient en Suisse et atteignent un premier paroxysme en 1907. Le PSS intègre le postulat de la lutte des classes dans son programme (1904) et une jeune génération de dirigeants fait de la revendication de la grève générale un point central du discours socialiste. Pendant la Première Guerre

mondiale, marquée par l'appauvrissement rapide de larges couches de la population, les positions se radicalisent. La trêve conclue en 1914 entre les partis bourgeois et le PSS est rapidement rompue et en novembre 1918 éclate la grève générale, le plus important conflit social que la Suisse ait connu jusqu'à aujourd'hui. Sans mettre en cause les fondements de l'ordre bourgeois, les revendications avancées visent néanmoins d'importantes réformes (semaine de 48 heures, introduction de l'AVS et de l'élection proportionnelle). En 1920, le PSS se donne un nouveau programme. Le congrès réitère son attachement à l'étatisation des moyens de production et vote un paragraphe sur la dictature du prolétariat afin d'éviter la scission qui menace le parti. Cette dernière ne peut pas être évitée et en 1921 l'aile gauche suisse-allemande du PSS, très puissante à Zurich et à Bâle, fonde, avec une petite organisation d'extrême gauche (les «vieux» communistes), le Parti communiste suisse.

Pour en savoir plus

Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, *Les origines du socialisme en Suisse romande*, Lausanne : Editions d'en Bas, 1988. Publication collective d'un groupe d'historien-ne-s qui retracent la naissance des différents partis socialistes romands. Hautement recommandé.

François Masnata, *Le parti socialiste et la tradition démocratique en Suisse*, Neuchâtel : La Baconnière, 1963.

Parti socialiste suisse, *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne : Editions d'en Bas, 1988. Ouvrage regroupant une série d'articles consacrés à la trajectoire du parti, à son évolution programmatique, à ses luttes internes (par exemple la scission de 1939 en Suisse romande).

Pour les téméraires...

Bernhard Degen, *Sozialdemokratie : Gegenmacht ? Opposition ? Bundesrats-partei ?*, Zurich : Orell Füssli, 1993. Principal ouvrage de référence consacré à l'histoire de la participation des socialistes au Conseil fédéral.

Discours musclé, pratique réformiste (1920-1935)

Après avoir fait quelques concessions, compte tenu du contexte d'agitation sociale qui caractérise l'immédiat après-guerre dans toute l'Europe (1918-1920), la bourgeoisie suisse, avec les représentants de l'agriculture et de l'artisanat (le fameux «bloc bourgeois»), s'attaque aux faibles acquis de la gauche. Malgré une victoire de cette dernière devant le peuple, la semaine de 48 heures reste très souvent lettre morte. Les socialistes continuent à tenir un discours teinté de rhétorique révolutionnaire et refusent systématiquement tous les crédits militaires soumis au parlement. Toutefois, dès qu'il s'agit d'exercer directement le pouvoir dans les municipalités rouges (socialisme municipal), l'heure est au

pragmatisme. Les premiers socialistes deviennent juges fédéraux. En 1927, l'Union syndicale suisse abandonne le postulat de la lutte des classes et avec l'éclatement de la grande crise des années trente, surtout après l'avènement de Hitler en Allemagne, le ton change aussi au PSS. Le parti suit Robert Grimm («pas de socialisme sans démocratie»), figure emblématique de la première moitié du siècle passé, et lors du congrès de Lucerne en 1935, les militantes se prononcent contre le principe de la dictature du prolétariat et se rallient à la défense nationale.

Vers l'intégration (1935-1959)

La Seconde Guerre mondiale est imminente et les socialistes (notamment des dirigeants syndicaux comme Max Weber, le futur conseiller fédéral) cherchent le rapprochement avec les secteurs progressistes de la bourgeoisie et des parties de la paysannerie. En 1937, un accord – dit de Paix du Travail – est conclu entre la Fédération suisse des travailleurs sur métal et de l'horlogerie (FTMH) et le patronat de l'industrie des machines. Désormais, le recours à la grève et au lock-out (comme réaction aux grèves, les patrons empêchent l'accès des ouvrières et ouvriers en lutte aux usines) seront évités dans la mesure du possible. Quand la guerre éclate, le gouvernement suisse accorde à Grimm le poste de directeur d'un office de guerre stratégique : celui qui s'occupe du secteur énergétique. En 1943, le premier socialiste et ancien leader de l'aile gauche du parti, Ernst Nobs, est élu

au Conseil fédéral (cf. encadré «Petite histoire de la participation» en p. 8). Or, l'intégration n'est pas encore accomplie. En 1942, le PSS adopte un projet de transformation profonde de la société et de l'économie («Suisse nouvelle») et les mouvements de grève reprennent à la sortie de la guerre.

Réformisme de croissance (1959-)

L'année 1959 est, de plusieurs points de vue, un tournant symbolique dans l'histoire du parti. Alors même que les tendances lourdes de l'évolution du PSS annoncent déjà depuis quelque temps la transformation d'un parti se définissant comme «avant-garde du salariat» en un parti «populaire» sans orientation de classe, c'est le programme voté lors du congrès de Winterthur qui entérine ce virage. Désormais, les socialistes font de la redistribution sociale et équitable des richesses engendrées par la croissance économique («réformisme de croissance») leur principal cheval de bataille, alors que la paix du travail caractérise les relations entre employeur et ouvrier. Le renforcement de l'AVS, sous l'égide du conseiller fédéral Hans Peter Tschudi, en est le principal exemple. Parallèlement, le parti intègre, lentement, les revendications des mouvements écologiste et féministe dans son discours et en 1982 est voté un nouveau programme, toujours en vigueur, qui fait de l'auto-gestion un thème-phare. A partir des années 1990, la perspective de l'adhésion à l'Union européenne (UE) domine la politique des socialistes. Cette

orientation a une influence directe sur les débats intérieurs. Ainsi, le PSS abandonne en partie la défense des services publics d'infrastructure,

distinction entre secteur public non marchand et secteur privé marchand se trouve au cœur de la recherche d'une nouvelle perspective



Affiche électorale de 1925 destinée, ô combien étonnant dans un pays qui ne connaît pas encore le droit de vote des femmes, aux socialistes mâles...

dont la libéralisation et l'ouverture à la logique capitaliste sont un axe fort des politiques néolibérales mises en œuvre au sein de l'UE. Ce n'est qu'à partir de la fin de la décennie passée que ce positionnement commence à être contesté. Depuis, les débats autour de la

socialiste en Suisse. La récente victoire contre la libéralisation du secteur de l'énergie ouvre, dans ce contexte, de nouvelles perspectives prometteuses.

Philipp Müller

Un PSS plus combatif: En sortant du Conseil fédéral?

Entretien sur le Parti socialiste et la participation au Conseil fédéral avec Georges Peters, ancien député vaudois et militant depuis 70 ans.

Quelle est ta position par rapport à la participation des socialistes au Conseil fédéral ?

Etre socialiste signifie partager l'idéal socialiste utopique : la société socialiste égalitaire et ouverte à toutes et à tous. Pour l'atteindre, on a toujours pu choisir entre deux voies. Il faut distinguer, entre la voie révolutionnaire et ce qu'on appelle la voie des «petits pas». Il s'avère que tous ceux qui ont siégé au Palais fédéral ont opté pour «les petits pas». Avec des pas de plus en plus petits, beaucoup sont devenus conservateurs. Cette tactique n'aboutit qu'à des buts tellement limités qu'en fin de compte on n'obtient pas ce que l'on veut obtenir. Si on a passé une vie pour faire des petits pas, on doit évidemment accepter que le combat socialiste soit ces petits pas.

Je crois que si on veut vraiment s'approcher des idéaux socialistes, il faut abandonner le système constitutionnel suisse. On a créé

des institutions apparemment démocratiques dont le seul but est d'empêcher tout changement ! Le parti socialiste ne devrait pas se satisfaire de ces «petits pas» qui l'ont entraîné dans une approbation partielle du néolibéralisme. Si on veut avoir un électorat de gauche stable, il faut pouvoir lui dire où l'on veut aller. Il faut ranimer les vieux idéaux socialistes ou en créer de nouveaux.

Evidemment, le parti socialiste et ses mandataires doivent freiner le libéralisme dans toute la mesure du possible; libéralisme que, par ailleurs, le PSS a eu l'idiotie d'accepter. Or, en Suisse comme ailleurs, le libéralisme a appauvri les pauvres et enrichi les riches. Tu vas me dire que nous avons une magnifique démocratie semi-directe - mais elle ne fonctionne tout simplement pas ! Pourquoi la majorité des Suisses qui ont perdu leurs petits revenus votent-ils pour des partis qui prônent le néolibéralisme ? La réponse est très simple : ils votent pour ces partis parce

qu'ils ne savent plus pour qui voter d'autre sans mettre en danger leur train de vie.

Dans l'hypothèse d'une sortie du Conseil fédéral, quels devraient être les grands axes du programme d'un parti socialiste fort, qui mène une politique d'opposition cohérente ? Quelles devraient être les bases de son travail politique ?

Il faut tenter de créer un système parlementaire qui permettrait d'y faire une opposition efficace. Je crois en effet que la meilleure représentation du peuple réside dans un système parlementaire. Si le PSS sortait du gouvernement, on pourrait constituer un parti d'opposition. On aurait le moyen de faire un programme et de le présenter au peuple : actuellement le parti socialiste n'a qu'un programme très vague et en partie trop détaillé. Le parti socialiste comporte trop de gens qui n'aspirent qu'à une carrière de fonctionnaire ! On n'a

Petite histoire de la participation

C'est à partir des années 1890 que des socialistes commencent à siéger dans des exécutifs, tout d'abord au niveau communal (Zurich 1892) puis à l'échelle des cantons (Zurich, Genève 1897). Quant à la participation au Conseil fédéral, ce sont les milieux bourgeois qui proposent, en 1919, dans le contexte de la grève générale, l'élargissement du gouvernement à neuf sièges dont deux seraient socialistes. Proposition sans suite. Pendant les premières années de l'après-guerre, le durcissement de la confrontation entre gauche et droite rend l'élection d'un socialiste modéré impossible. Ce n'est que vers la fin des années 1920, sous l'impulsion de l'aile syndicale du parti, que la question redevient actuelle. En 1929, les socialistes décident de lancer Emil Klöti, le maire de la ville de Zurich, dans la course. Mais finalement c'est le premier représentant

du monde paysan, Rudolf Minger, qui occupe le siège. L'intégration croissante du PSS à la démocratie libérale pendant les années 1930 et l'éclatement de la guerre constituent un tournant. En 1943, suite aux succès électoraux du Parti du Travail et des socialistes et alors que la victoire des Alliés, dont fait partie l'Union soviétique, commence à se dessiner de plus en plus clairement, le premier socialiste, Ernst Nobs, entre au Conseil fédéral en tant que ministre des finances. Il sera remplacé en 1951 par Max Weber. Ce dernier quitte le gouvernement avec fracas deux années après, suite au deuxième rejet par le peuple de son programme financier. Le retour dans l'opposition est bref et en 1959 les socialistes acceptent la proposition des partis bourgeois de former un gouvernement dans lequel le PSS aura deux sièges : la «formule magique» est née. Il faut

attendre 1983 et la non-élection de la candidate officielle du parti, Liliane Uchtenhagen, pour que la participation redevienne enjeu de débat. L'aile gauche du parti, dont le groupe d'Yverdon (cf. Entretien ci-dessus), revendique la sortie du Conseil fédéral. Or, lors d'un congrès extraordinaire en février 1984, la majorité centriste et de droite du parti décide d'avaler la couleuvre : le PSS reste gouvernemental. Pendant les dernières années, la position de Moritz Leuenberger par rapport aux libéralisations et l'attitude conciliatrice de Ruth Dreifuss provoquent des critiques de plus en plus importantes au sein du parti socialiste. Artisan de leur élection, Peter Bodenmann estime aujourd'hui qu'en ce qui concerne la participation du PSS au Conseil fédéral, il faut parler de «dix années perdues.»

PhMi

La participation socialiste au Conseil fédéral : pas à n'importe quel prix !

Face à l'incompréhension croissante de la base du parti et au moment où les rumeurs médiatiques concernant la succession de Ruth Dreifuss battent leur plein, le parti socialiste genevois s'interroge. Plusieurs réflexions sont menées afin de dégager les conditions préalables à la participation des socialistes au gouvernement.

La question n'est pas de trancher entre un oui ou un non absolu à la participation gouvernementale, mais de poser les conditions nécessaires pour que celle-ci soit génératrice d'avancées sociales. La participation socialiste au Conseil fédéral ne va pas de soi et si certaines conditions ne sont pas réalisées, il est alors peut-être préférable d'y renoncer.

Plusieurs idées se dégagent de ces réflexions : par exemple, un-e seul-e représentant-e socialiste au Conseil fédéral n'est pas admissible ! L'espoir d'un véritable progrès social est difficilement envisageable dans un rapport de force de six contre un.

Certain-e-s militant-e-s demandent également que le ou la conseiller-ère fédéral-e élu-e soit celui ou celle que le PSS a désigné-e et considèrent qu'il n'est pas envisageable de laisser les partis bourgeois «choisir» leur socialiste. Le seul moyen de garantir cette exigence serait de ne pas présenter plus de candidat-e-s que de sièges à repourvoir. Il s'agirait donc de revenir sur une pratique instaurée par... le parti socialiste.

Il semble également important que les socialistes au Conseil fédéral rendent des comptes à la base du parti en communiquant mieux et en expliquant les raisons qui pourraient les contraindre à s'écarter du programme adopté par le Congrès. Il s'agit ici de rappeler que nos élu-e-s, quelle que soit l'instance dans laquelle ils siègent, doivent gouverner avec celles et ceux qui les ont élu-e-s !

L'Assemblée générale du parti socialiste genevois a mandaté le Comité directeur pour qu'il prépare une résolution pour la prochaine Assemblée des délégué-e-s du PSS. Le débat est donc bien lancé...

La rédaction

aucun pouvoir sur ces gens-là. De plus, le parti est dispersé en un grand nombre de petites sections totalement inefficaces et il n'a jamais essayé de s'organiser de façon centralisée. Il ne peut pas le faire tant qu'il participe aux exécutifs à tous les échelons. Pour présenter une opposition efficace, il faudrait trouver des ententes avec l'extrême gauche et ses divers groupuscules. Actuellement, ce sont eux qui augmentent en nombre et en efficacité parce que les gens sont dégoûtés par l'absence d'un vrai but des partis socialiste et ouvrier populaire.

Dans la situation d'aujourd'hui, il est indispensable de lutter pour empêcher le jeu des fusions. Le néolibéralisme est né de la thèse classique des libéraux ; à savoir qu'il faut permettre à un certain nombre de gens de s'enrichir : s'il y a beaucoup de richesses, ces dernières déborderaient et se déverseraient sur le peuple qui en tirerait aussi parti. Mais la concurrence prônée par les libéraux ne fonctionne pas : dans les secteurs libéralisés, les prix baissent pour six mois et puis remontent. Alors notre programme devrait imposer des limitations au marché tout en favorisant systématiquement la création de postes de travail et en empêchant les fusions. Comme la concurrence n'a jamais baissé durablement les prix, le schéma se répète : les industries s'entendent entre elles sur les prix qu'elles veulent appliquer. Le programme du PSS devrait avoir pour but de faire reculer le néolibéralisme en demandant à la puissance politique une régulation de l'économie et faire du combat contre les privatisations son cheval de bataille.

Au début des années 1980, tu as participé aux activités du groupe d'Yverdon (cf. encadré «Le PSS et la participation gouvernementale»).

Le groupe d'Yverdon, dans les années 1980, était une tentative de réunir les socialistes de gauche à l'intérieur du PSS. Elle a totalement échoué parce qu'elle comprenait à l'origine trop d'éléments divergents qui n'avaient rien à faire les uns avec les autres. D'un côté, il y avait les autogestionnaires - l'autogestion était un mot à la mode. En Suisse, on trouvait ça original, mais en réalité c'était un concept que Tito avait tenté d'appliquer en Yougoslavie deux ans auparavant, et qui s'était soldé par un cuisant échec. Il est totalement contradictoire de vouloir créer une économie qui soit compatible avec le socialisme en se basant sur l'autogestion, parce que cette dernière fera toujours de petites unités.



Lors des élections municipales zurichoises de 1933, les partis bourgeois font cause commune avec le «Nationale Front», organisation d'extrême-droite idéologiquement proche des national-socialistes allemands.

D'autre part, ce groupe d'Yverdon comprenait aussi des gens qui, comme Christiane Bolanz ou moi, voulaient un socialisme de gauche. Le groupe a essayé une fois de saisir le pouvoir à l'intérieur du parti, c'était après l'affaire Uchtenhagen (Lilian Uchtenhagen n'avait pas été élue au Conseil fédéral). Un fort courant du parti prônait la sortie du PSS du Conseil fédéral; ce courant avait remporté la victoire aussi bien devant le comité directeur que devant le comité central. Mais alors les notables, y compris le nouveau conseiller fédéral Otto Stich, ont trouvé un stratagème efficace : ils ont fait convoquer un nouveau congrès à Berne pour décider de la sortie du Conseil fédéral et ils ont veillé à ce que tous les vieux pontes, tous les réactionnaires y soient : la sortie du gouvernement a ainsi été refusée. Le groupe d'Yverdon, malgré sa diversité, a alors tenté de convoquer un contre-congrès à Bienne, mais toutes les tentatives y ont dû être enterrées. Il s'est avéré qu'on manquait d'un chef et qu'on ne pouvait pas se mettre d'accord sur un programme commun.

Propos recueillis par la rédaction

La démocratie partout!

Pour les socialistes, la démocratie ne s'arrête pas aux urnes. Il convient notamment de l'exiger et de l'approfondir dans les domaines de la formation et du droit du travail.

Il y avait une suite à la «fin de l'histoire». Ceux qui ont célébré la chute des régimes communistes comme l'avènement éternel de la démocratie et du marché perdent leur brevet de «visionnaires». L'histoire des hommes et des femmes est plus que jamais bousculée, chaotique, indéterminée. Entre les prophètes des lendemains qui chantent et ceux du nouvel ordre mondial, la valeur du pronostic était aussi nulle. Comme toujours il faut moins de prophètes et plus d'analyse des réalités sociales et des rapports de force.

Les bons et les mauvais

Diviser le monde en deux camps manichéens, celui de la liberté et celui du totalitarisme pendant l'époque soviétique, ou celui du Bien et celui du Mal depuis George W Bush, n'est jamais que propagande au service d'intérêts. Aux temps de

la guerre contre le terrorisme comme à ceux de la guerre froide, le camp des démocrates tolère bien des arrangements avec la démocratie. Il y a bien sûr ces attaques contre les libertés civiles qui permettent d'emprisonner sans motifs, sans limites, sans protection d'un avocat, quiconque est soupçonné d'acointance avec l'axe du Mal. Il y a ces prisonniers de Guantanamo qui ne bénéficient ni des règles du droit de la guerre, ni de celles du monde civil. Il y a cet ultimatum posé au droit international : autorisez-nous à faire la guerre ou nous la ferons sans autorisation.

Ces insultes à la démocratie que la civilisation des Lumières a installée dans nos consciences sont connues, commentées. Il y en a d'autres dont on parle moins. Elles sont le trou noir de la démocratie, installée depuis toujours au cœur du monde capitaliste. C'est cette tolérance au fait que la

part prépondérante de nos vies actives est soumise à des degrés divers à un régime dictatorial : celui de l'entreprise.

La dictature des entreprises

Dans la vie réelle, en Suisse, on peut être privé de son emploi pour un simple délit d'opinion sur la marche de l'entreprise où l'on travaille. Deux exemples, banals, ici et maintenant : une ouvrière des usines métallurgiques de Vallorbe qui avait protesté contre l'interdiction de s'asseoir imposée aux ouvrières en poste derrière une machine; un cadre de l'entreprise Portescap à Marly dont la lettre affichée dans l'usine s'opposait à un projet de délocalisation qui décidément frappe la conscience qu'il a des intérêts de l'entreprise pour laquelle il travaille depuis 15 ans.

Licenciés. En Suisse, un licenciement jugé comme abusif ne donne pas droit à la

Revendiquer la démocratie économique

Dans une récente intervention lors d'un colloque à Zurich (pour le texte : www.socialism.ch), Arnold Künzli, philosophe politique proche du parti socialiste, affirme : *«Le postulat de la démocratisation de l'économie a pour fonction de sauver la démocratie politique existante de la menace de sa décomposition. Ce qui s'est appelé jusqu'à présent «socialisme démocratique» devrait être redéfini en tant que revendication pour un élargissement du champ d'application des droits humains du politique à l'économique».*

Cette position part d'un constat connu : avec la globalisation, l'influence des multinationales et des grandes entreprises augmente constamment. Les politiques d'investissement de quelques firmes déterminent le développement de régions entières, alors que des groupes financiers réussissent à déstabiliser toute

une économie nationale à travers la spéculation; pensons à ce qui se passe actuellement en Argentine et en Uruguay. Dans le capitalisme d'aujourd'hui, la légitimation démocratique des choix affectant la grande majorité de la population est de plus en plus formelle, comme les défenseurs de la libéralisation du marché de l'électricité l'ont par exemple répété sans cesse : *«Le vote du peuple n'arrêtera pas la libéralisation en cours».*

La démocratie politique, si elle ne repose pas sur des structures démocratiques dans l'économie, restera toujours sujette aux pressions exercées par les entreprises et leurs associations. Pour faire face, la revendication de la démocratie économique peut permettre à la gauche d'ouvrir à la fois le débat sur le sens même de la démocratie, tout en fournis-

sant un cadre aux exigences en matière de renforcement des droits des salarié-e-s (co-décision au sein de l'entreprise).

Face à la folie des fusions, des licenciements de masse, d'un capitalisme déchaîné, la codécision dans les entreprises est un premier pas pour renforcer la dignité, la liberté et l'auto-détermination des salarié-e-s. La lutte contre le chômage, l'insécurité sociale, les inégalités dans la distribution des richesses, la mise en cause de la santé par le travail pénible, mais aussi la destruction de l'environnement se transforme ainsi en combat pour un ordre économique qui vise le bien-être de la collectivité et non pas les intérêts d'une minorité. Sans démocratie économique, la démocratie que nous connaissons n'est que partielle.

réintégration dans l'entreprise. Tout au plus à six mois de salaire d'indemnité. L'Italie syndicale se bat pour préserver dans son droit du travail la disposition qui permet à un travailleur licencié abusivement de simplement retrouver sa place. Dans le monde du travail du monde libre, on n'a jamais été très libre. L'action syndicale voit toujours suspendue sur elle la menace suprême du licenciement. Et la chasse aux droits élémentaires des salariés est ouverte, là où ils existent.

Futurs combats

Le socialisme est une lutte pour la démocratie intégrale. Le mouvement ouvrier et socialiste pour la démocratie s'est levé au 19^e siècle parce que le marché et le capitalisme ne sont pas les version économiques de la démocratie, comme la propagande libérale l'affirme, mais en sont les antithèses. Le marché oriente la production, l'investissement, la distribution des richesses non pas en fonction d'une délibération collective, mais en fonction de rapports de force. Le capitalisme à l'œuvre dans cette jungle donne un pouvoir à peu près sans limites au sein de l'entreprise à celui qui possède le capital investi. Le 20^e siècle nous a appris quant à lui, mais l'on pouvait s'y attendre, que la «dictature du prolétariat», la bureaucratie communiste ne construisent pas une société démocratique. Il reste à faire le socialisme, mettre en œuvre l'authentique aspiration des hommes et des femmes à choisir librement leur destin individuel et collectif.

Deux combats s'imposent avec urgence. Il faut à une société démocratique une école laïque, gratuite, obligatoire et exigeante pour tous. La démocratie sans la connaissance et

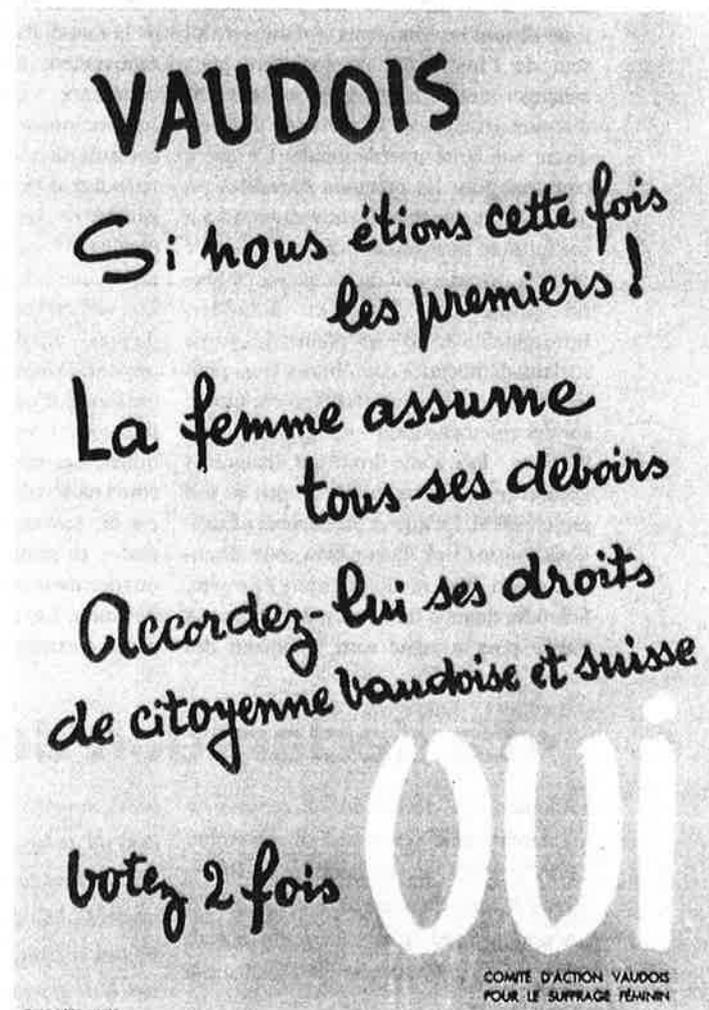
l'éducation à l'esprit critique est une farce. Le mouvement socialiste s'est construit sur cette exigence, il a tendance aujourd'hui sur ce front comme sur d'autres à s'assoupir. Il luttait pour l'école obligatoire jusqu'à seize ans au 19^e siècle, quand l'espérance de vie n'atteignait pas soixante ans et que la qualification dominante exigée par le marché du travail était de savoir se servir de ses bras. Où en est-on aujourd'hui? Les connaissances, la culture sont moquées comme des vieilleries ennuyeuses. L'éducation aux comportements adéquats en revanche fait fureur. Le mouvement socialiste ou syndical aujourd'hui doit se battre pour une école obligatoire jusqu'à dix-huit ans. Il devrait exiger que les moyens soient investis avec le même volontarisme pour que chaque jeune sache non seulement lire, écrire et compter, mais aussi comprendre son temps. Et comme il le fit au cours de son histoire, il devrait proposer à sa base sa propre formation politique continue, libre, critique. Car l'école publique n'enseigne pas tout.

Et il faut à une société démocratique un droit du travail et de l'entreprise qui donne des droits à celles et ceux qui produisent les richesses. L'interdiction du licenciement abusif et non pas son dédommagement est évidemment un premier pas élémentaire. Mais il faut aussi introduire des mécanismes de délibération, des droits de veto au bénéfice des salariés sur les orientations des entreprises. Il faut encore que devant l'échec d'une gestion, le droit des faillites donne aux salariés des possibilités réelles de peser sur ce qu'il advient de l'actif, de l'outil de travail, du savoir-faire. L'histoire de l'autoritarisme radical qui s'est érigé en seule

méthode de gestion dans le monde de l'économie de marché capitaliste est jonchée d'exemples de gaspillages absurdes, de destructions incompréhensibles de compétences, de savoir-faire. L'accélération récente du transfert du pouvoir économique à la finance spéculative au détriment de la logique industrielle et de la maîtrise technique ont achevé de discréditer ce fonctionnement. Si la dictature est inefficace dans le monde politique, elle l'est aussi dans le monde économique.

Mais le socialisme ne se bat pas seulement pour l'efficacité sociale. Son aspiration est la justice sociale, c'est-à-dire la démocratie intégrale, l'égalité des droits, formels et réels. Dans le projet socialiste, la démocratie n'est pas un loisir, une pratique du temps libre. Elle pénètre tous les champs déterminants de l'existence, elle ne se paie pas de mots, mais de moyens et de droits. Le socialisme, c'est la démocratie partout.

Pierre-Yves Maillard
conseiller national



En 1959 Vaud sera le premier canton à accorder le droit de vote aux femmes en matière cantonale.

Face à la globalisation libérale : internationalisons !

L'internationalisme socialiste est devenu, en grande partie, lettre morte. Or, face à la mondialisation du capital il est indispensable de le relancer.

Internationalisme. Jadis un maître mot pour les socialistes du monde entier. L'idée selon laquelle la gauche ne pourrait faire progresser son projet de société qu'en unissant ses efforts à l'échelle internationale allait de soi. Actuellement, il s'agit trop souvent du souvenir d'un passé lointain.

Club de notables

En effet, c'est devenu un rituel. De temps à autres, les dirigeant-e-s des partis socialistes de tous les continents se réunissent au sein de l'Internationale socialiste pour échanger des amabilités, prononcer des discours arrangeants et invoquer une solidarité internationale. Ce qui a constitué pour les premiers socialistes un lieu de débat constructif entre camarades a perdu toute sa substance. Pas question de discuter ouvertement du virage social-libéral prôné par Blair et Schröder. Inimaginable de voir les pontes des partis sociaux-démocrates coordonner leurs politiques et adopter une stratégie commune sur des enjeux de fond – tels que les libéralisations – face à une droite qui, malgré les apparences, est bien soudée autour de son projet libéral. La guerre probable des Etats-Unis contre l'Irak illustre bien cette absence d'union. Blair se rallie derrière l'Empire. Schröder quant à lui se prononce contre la guerre puis, à peine sorti vainqueur des

élections, se précipite à Londres pour demander à son ami Tony de rétablir la confiance avec les amis d'outre-Atlantique.

L'objectif internationaliste

Cette situation fait un grand tort aux socialistes. Comment s'imaginer mener une bataille commune contre la globalisation du capital sans unir les efforts au niveau international ? Pendant la dernière poussée de la mondialisation entre 1890 et 1914, le mouvement ouvrier a su maintenir sa cohérence grâce à la Deuxième Internationale qui regroupait les partis sociaux-démocrates de l'époque. Pour retrouver cette unité à l'heure actuelle, la gauche se doit de mettre le respect des convictions socialistes – la démocratisation de l'économie, la lutte pour la redistribution des richesses, la défense des services publics – à tous les échelons de son engagement. Comment s'opposer au nationalisme sans une culture de débat qui place l'action collective au centre de ses préoccupations ? Les bourgeoisies se servent du discours nationaliste pour opposer les salarié-e-s de provenances géographiques différentes et pour enfermer le mouvement ouvrier dans une prétendue communauté de destin. Les récents succès électoraux de partis d'extrême-droite parmi les couches

populaires montrent les dangers de cette utilisation. Sans placer la critique de la globalisation de la misère au cœur de leur politique, les partis socialistes ne sauront pas faire face au populisme.

Mot d'ordre pour l'avenir

Pour faire revivre l'engagement internationaliste des socialistes, plusieurs pistes sont à explorer. Tout d'abord, il s'agit de se servir des structures existantes au sein des partis socialistes, notamment de l'Internationale socialiste. Pour ce faire, il importe qu'à l'intérieur des partis nationaux les militant-e-s de base agissent sur leurs dirigeants pour qu'enfin l'adversaire politique désigné ne soit pas les salarié-e-s, mais bien la droite capitaliste. A ce titre, la récente prise de position du Parti socialiste suisse (PSS) contre les libéralisations des services publics pourrait constituer un point de départ pour relancer cette dynamique. Ensuite, il convient de privilégier le débat dans un cadre ouvert et informel. Dans ce contexte, le Forum social régional de Porto Alegre, prévu à Florence du 6 au 10 novembre prochain, constitue un événement d'une importance fondamentale où la présence des socialistes s'avère indispensable. L'absence du PSS constituerait une erreur politique majeure, car le mouvement social est désormais nécessaire pour faire face au libéralisme. Dans l'histoire de la gauche, mobiliser la rue a toujours été une condition pour établir un rapport de force avec le libéralisme. Prétendre s'y soustraire revient à le subir ou, pire encore, à l'admettre. Enfin, nous pouvons beaucoup apprendre de nos camarades latino-américain-e-s qui ont fondé le «Foro de São Paulo». Réunissant des partis de gauche d'origines diverses, ce forum de discussion préfigure, à l'échelle de l'Amérique latine, ce qui devrait être la perspective de la gauche européenne : l'internationalisme, le vrai.

Laurent Dubois

«La déclaration de Paris»

Adoptée à la clôture du 23^e congrès de l'Internationale socialiste, en novembre 1999 à Paris, la «déclaration de Paris» tente de nier, dans un jargon lénifiant, la crise d'identité que traverse la social-démocratie (ce congrès réunissait aussi bien Lionel Jospin que Tony Blair et Gerard Schröder, Ehud Barak que Yasser Arafat, etc.). On peut ainsi lire : «Cette pluralité (les différentes approches des

partis membres) peut et doit se confronter, dans un dialogue ouvert et respectueux, dont le fruit donnera lieu à un métissage d'expériences [...] Ce qui en apparence, paraît nous séparer, se change, avec cette optique d'ouverture et de dialogue, en un espace enrichissant qui nous permettra de partager l'interdépendance et d'agir sur elle pour avancer vers nos objectifs». Rien de moins.

Ouvrières, ouvriers, où êtes-vous ?

«Les succès électoraux récoltés après l'ère Hubacher sont dus à la transformation d'un parti des travailleurs en un parti de gauche des classes moyennes, ouvert aux femmes et curieux de l'intelligence technique».

Cette analyse, signée Rudolf Strahm, est pertinente. L'ouverture aux classes moyennes a permis à la social-démocratie de s'adapter à la société post-industrielle, marquée par le recul du secteur secondaire et l'érosion de la classe ouvrière. Pour avoir ignoré cette réalité, les partis d'inspiration communiste ont connu un brutal déclin.

Un parti de gauche ne saurait cependant s'appuyer sur les seules classes moyennes. Les milieux populaires continuent en effet de représenter, dans les pays européens, entre 25 et 35% de l'électorat. Ce n'est pas rien. Pourtant, certains stratèges, dont le conseiller national cité en introduction, ne cessent de plaider pour une social-démocratie exclusivement orientée vers les classes moyennes.

Le Pen, roi des ouvriers

Une telle option stratégique est suicidaire. Plusieurs exemples le démontrent :

- Les élections autrichiennes de 1999 ont vu 47% des ouvriers et employés plébisciter le FPÖ de Jörg Haider. Quant au Parti social-démocrate, qui a initié de nombreuses privatisations et encouragé une flexibilisation des conditions de travail, il est tombé à son niveau le plus bas depuis l'après-guerre.
- Lors des dernières présidentielles en France, le vote des couches populaires a joué un rôle crucial dans la défaite de Lionel Jospin. Le 21 avril 2002, les ouvriers et les employés représentaient 73% de l'électorat lepéniste.

Au Danemark, le Parti du peuple de Pia Kjaersgaard a obtenu 12% des suffrages aux législatives de novembre 2001. La clef de son succès ? Marteler que l'Etat providence serait menacé par les abus des immigrés et des requérants d'asile. Ce discours a fait mouche, notamment auprès des milieux populaires. Le lendemain des élections, un politicien relevait que «c'est l'Etat providence qui inquiète les Danois, pas les étrangers». L'auteur de cette phrase ? L'actuel premier ministre, le libéral Anders Fogh Rasmussen...

La Suisse ne constitue pas un Sonderfall. Lors des élections fédérales de 1991, moins d'un quart des ouvriers et employés ont voté socialiste, tandis que l'extrême droite (Démocrates suisses, Parti des automobilistes et Lega) triplait le nombre de ses sièges au Conseil national. Quatre ans plus tard, le PS reprenait du poil de la bête et parvenait à convaincre un tiers de l'électorat populaire des vertus d'une politique plus sociale. Cet acquis a été dilapidé lors des dernières élections nationales, qui ont vu l'UDC augmenter son emprise sur les petits revenus et le PS ne rassembler que 19% des salariés au revenu inférieur à 5'000 francs.

Le divorce entre socialistes et milieux populaires est surtout tangible en Suisse alémanique. En 1995, l'électorat des PS genevois et vaudois se composait de 38% d'ouvriers et d'employés – contre 22% seulement dans les grands cantons alémaniques du Plateau. L'électorat

des partis socialistes romands se caractérise par un équilibre solide entre classes moyennes et couches populaires: il englobe en effet 40% de technocrates et de sociaux-culturels contre 38%

tions fédérales de 1999 ont coïncidé avec une percée de l'UDC dans plusieurs quartiers populaires des agglomérations lausannoise et genevoise. Même si ce phénomène ne se manifeste



Au sortir de la Première Guerre mondiale, comme partout en Europe, de larges couches de la population sont fortement appauvries. La grève générale de 1918 en est la conséquence.

d'ouvriers et employés – le rapport étant de 47 contre 22% en Suisse alémanique. Ces chiffres démontrent que l'on peut séduire les classes moyennes, sans pour autant larguer les ouvriers. La gauche romande doit cependant rester vigilante. Les élec-

pas avec autant d'ampleur qu'en Suisse alémanique, il faut le prendre au sérieux. Il y a six mois, les socialistes français croyaient pouvoir compter sur le soutien des petits salariés. Le réveil fut brutal.

(suite en p. 14)

(suite de la p. 13)

Sentiment d'abandon

Le malaise des milieux populaires à l'égard des socialistes s'explique par l'abandon progressif de vieilles priorités programmatiques. Après la Seconde Guerre mondiale, les sociétés industrielles ont connu une ère de prospérité sans précédent, qui a relégué à l'arrière-plan les exigences économiques et sécuritaires. Les Trente Glorieuses ont donné naissance à des valeurs post-matérialistes comme le pacifisme, l'égalité des sexes, la défense de l'environnement, l'autonomie politique ou encore la liberté sexuelle. Ces thématiques ont occupé une place grandissante dans les programmes sociaux-démocrates, et ont permis à la gauche de séduire les générations élevées dans l'abondance et la sécurité de l'après-guerre.

L'électorat socialiste dans 5 cantons

	AG, BE, ZH	GE, VD
Professions libérales	2.4	0.7
Petite bourgeoisie	8.4	5.7
Managers	20.1	16.0
Technocrates	25.1	17.4
Sociaux culturels	22.4	22.3
Ouvriers et employés qualifiés	18.7	27.0
Ouvriers et employés non qualifiés	2.9	10.6

Technocrates: professionnels qui disposent d'une expertise technique (architectes, ingénieurs, consultants, juristes, cadres administratifs).

Sociaux culturels: professionnels des médias, de la santé, du social, de l'éducation et de la culture.

Source: Alexandre Mariéthoz, Radiographie de l'électorat du PSS, Université de Genève, 1999

Ce changement d'orientation a éclipsé les préoccupations socialistes traditionnelles, dont notamment la sécurité sociale et l'égalité des revenus. Progressivement, les milieux populaires se sont sentis abandonnés par la social-démocratie. L'avènement d'un chômage durable et la précarisation des conditions de travail n'ont rien arrangé. D'autant plus qu'une partie de la gauche s'est rendue complice des réformes néo-libérales qui ont porté atteinte à l'Etat social et aux droits des salariés.

L'extrême droite profite habilement du sentiment d'abandon qu'éprouvent les milieux populaires. En présentant l'immigration comme un danger, en exaltant une identité nationale menacée par la

globalisation, et en pourfendant des partis politiques coupés des «petites gens», la droite nationaliste offre un refuge aux déclassés de la modernité et aux citoyens qui craignent de perdre leur statut et leur position sociale. Les socialistes doivent prendre conscience de cette évidence. Sans quoi ils ne sortiront jamais de la spirale de la défaite.

Coupés des réalités

Pour renouer avec les milieux populaires, la gauche doit accorder une priorité absolue à la sécurité sociale et au plein emploi. Les sociaux-démocrates suédois l'ont compris. Le 15 septembre dernier, leur défense sans concession de l'Etat social et une politique active de lutte contre le chômage, basée sur des plans de relance et sur le développement de la formation continue, leur a permis de conserver le pouvoir.

définitive, à déterminer un dosage adéquat entre prévention et répression. Or la gauche refuse trop souvent ce débat. Si bien que la droite dure a le champ libre pour faire l'apologie de la matraque et de la tolérance-zéro. Sans oublier d'égratigner au passage une gauche éloignée des réalités quotidiennes.

Trouver des solutions à la montée de la criminalité, sans se laisser entraîner par la surenchère répressive de la droite, est un exercice difficile, mais nécessaire. Un exercice qui soulève des questions désagréables. Comment éviter la formation de classes composées de plus de 50% d'élèves qui ne maîtrisent pas la langue du pays d'accueil? Comment enrayer l'afflux de certains requérants d'asile qui viennent en Suisse uniquement pour écouler de l'héroïne? Les assignations territoriales contribuent-elles à éviter l'apparition de scènes ouvertes de la drogue? Ce genre de questions interpelle vivement les couches populaires. La gauche doit y répondre. Faute de quoi, la droite dure continuera de cartonner, en proposant des mesures populistes comme des classes séparées pour les étrangers ou un durcissement généralisé de la politique d'asile.

La reconquête des milieux populaires implique un combat contre toutes les formes d'insécurité. S'ils refusent de l'admettre, les socialistes se couperont définitivement de leur base historique.

Alexandre Mariéthoz

Conseils de lecture

Ruth Nabholz, *Das Wählerverhalten in der Schweiz: Stabilität oder Wandel?*, in Hanspeter Kriesi, Wolf Linder und Ulrich Klöti, *Schweizer Wahlen 1995*, Paul Haupt, Bern, 1998.

Hans Hirter, *Zusammensetzung und politische Orientierung der Wählerschaft bei den eidgenössischen Wahlen 1999*, Universität Bern, 2000.

Alexandre Mariéthoz, *Radiographie de l'électorat du PSS*, Université de Genève, 1999.

Anton Menth, de Tornos à La Poste

Avez-vous déjà entendu parler d'Anton Menth ? Non ? Pas encore ? Et bien, j'en connais des gens qui l'ont côtoyé de très (trop) près.

Ce sont les travailleurs de Tornos. Cette entreprise, fleuron industriel de Moutier et de sa région, s'est retrouvée au bord du gouffre en juin dernier. Trente millions de pertes, 114 millions de dettes, et au final, 310 licenciements annoncés. 310 personnes qui ont été jetées à la porte après des années de travail, sur les 900 qui composaient le personnel. Et ne parlons pas des conséquences de

cette crise sur le secteur de la sous-traitance du Jura et du Jura bernois. Les syndicats estiment qu'environ 300 emplois sont menacés dans les entreprises où Tornos cessera désormais d'externaliser ses travaux. Bref, un désastre pour bon nombre de travailleurs et pour toute une région. Et qui fut à la tête de l'entreprise ? Qui a choisi de mener, malgré les avertissements du personnel, une politique aveugle d'expansion alors que les signes de baisse du carnet de commandes étaient en mille ? Anton Menth.

Mais Anton Menth, ce n'est pas le remords qui l'étouffe. Ni le sens des responsabilités. Le directeur de Tornos a quitté le navire juste avant qu'il ne prenne l'eau. Et pendant que le personnel de Tornos offrait plus de 1300 jours de vacances, représentant plus de 10'000 heures de travail, aux personnes licenciées (une somme équivalente à 500'000 francs, avancée par le syndicat FTMH) Anton Menth, lui, est assuré tant de son avenir professionnel bien au-delà de l'âge de la retraite que de son salaire chez Tornos jusqu'en avril 2003.

Aujourd'hui, ce fin stratège préside les destinées de La Poste. Il semble que Moritz Leuenberger, conseiller fédéral en charge du dossier, l'ait désigné à la présidence du Conseil d'administration du géant jaune pour ses compétences de manager. Alors pour justifier l'investissement, Anton Menth

entend faire profiter La Poste de ses qualités de grand visionnaire. Dans le journal *Le Temps* (25 septembre 2002), il déclare «le rejet de la Loi sur le marché de l'électricité n'arrêtera pas la libéralisation du marché postal». Tout juste concède-t-il que ça pourra la ralentir. Plus loin, il annonce, concernant la disparition de 1000 à 2000 emplois, que «des

mesures de rationalisation devront être substantielles, sinon elles n'auront aucun sens.»

Chers employés de La Poste, réjouissez-vous donc. Avec Anton Menth, vous savez au moins que les licenciements, ça s'annonce en courrier A.

Géraldine Savary

brève

Manif antiraciste à Zurich

Alors que les abus ostensiblement perpétrés contre les requérant-e-s d'asile s'accroissent, en particulier dans les domaines du droit du travail, de l'assistance médicale et sanitaire, de la protection juridique et de la précarisation des permis de séjour, la stigmatisation des personnes d'origine étrangère, des requérant-e-s d'asile notamment, est de nouveau sur l'agenda politique. Devant les offensives répétées de l'UDC, dont l'initiative soumise au vote le 24 novembre n'est qu'un épisode, hypocritement suivie comme son ombre par le Conseil fédéral, nous devons nous ériger et dire NON. Les associations d'aide aux réfugié-e-s et les partis de gauche vous invitent donc à une manifestation «contre le racisme et pour une politique d'asile solidaire et humaine» le 26 octobre à Zurich.



Non à la guerre atomique. Affiche conçue par le fameux artiste suisse Hans Erni.



Rosa Luxemburg

«La première tâche du socialisme est la libération spirituelle du prolétariat de la tutelle de la bourgeoisie, tutelle qui se manifeste par l'influence de l'idéologie nationaliste. L'action des sections nationales, tant au Parlement que dans la presse, doit avoir pour but de dénoncer le fait que la phraséologie traditionnelle du nationalisme est l'instrument de la domination bourgeoise. Aujourd'hui, la seule défense de toute liberté nationale effective est la lutte de classe révolutionnaire contre l'impérialisme. La patrie des prolétaires, dont la défense prime tout, c'est l'Internationale socialiste.»

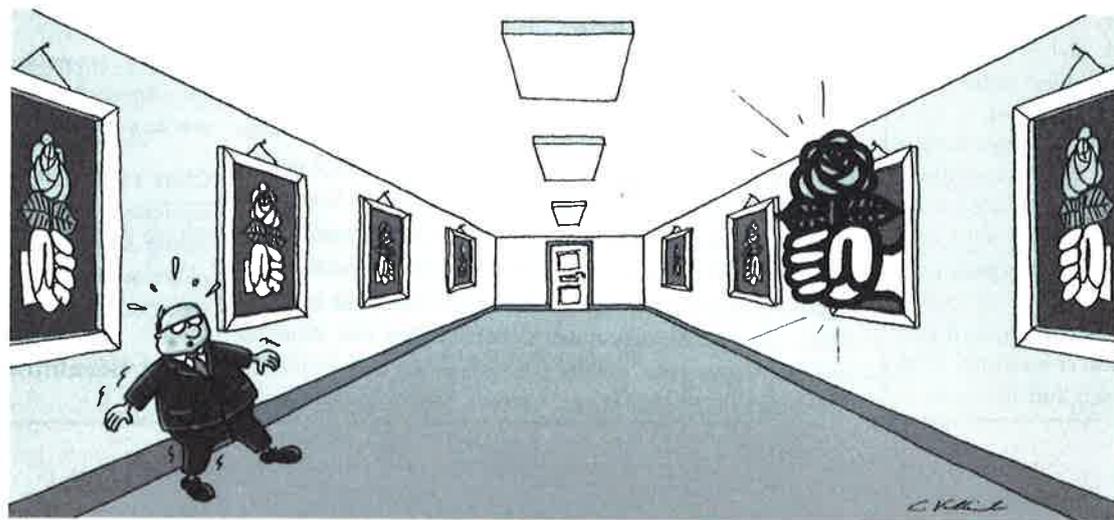
Rosa Luxemburg, **La crise de la social-démocratie** dite aussi «Brochure de Junius», écrite en 1915 alors que l'auteure est en prison.

JAB
1002 Lausanne

Antoine

Chollet
La Corbatière 157

2314 La Sagne (NE)



AGENDA

5 octobre 2002

Grande manifestation pacifique contre la guerre des Etats-Unis contre l'Irak

Genève, 14h30

19 - 20 octobre 2002

Congrès du PSS

Zurich

24 - 26 octobre 2002

Congrès de l'USS

Berne

26 octobre 2002

Manifestation «contre le racisme et pour une politique d'asile solidaire et humaine»

Zurich

7 novembre 2002

Conférence sur la lutte non-violente en milieu paysan

Avec Fernand Cuhe, conseiller national, secrétaire du syndicat Uniterre, et Jean-Denis Renaud, Centre Martin Luther King. Centre du Louverain, Les Geneveys-sur-Coffrane (NE), 20h00

8 novembre 2002

Journée d'échange et de réflexion

Mouvement Suisse des Sans-Papiers

Centre Blumenberg, Bienne, 09h30-17h30

numéro 5, octobre 2002

PAGES DE GAUCHE

DOSSIER

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES SOCIALISTES EN SUISSE ?